

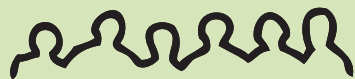


La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 363

18 octobre 2012



Bougeons!

La 23^e Nuit des sans-abri



Non, personne n'est à l'abri de la pauvreté et de l'itinérance, surtout dans une société qui laisse peu de place à l'échec, à un manque de compétitivité et où la malchance ne pardonne pas. Demain, vendredi 19 octobre, c'est la 23^e Nuit des sans-abri, événement qui vise à sensibiliser la population aux conséquences de la pauvreté, de la désaffiliation sociale et de l'itinérance. La Nuit se déroule dans plus de 25 villes à travers le Québec, de Montréal à Rimouski, en passant par Longueuil, Joliette, Sherbrooke, Drummondville, Gatineau et St-Hyacinthe. Braséros de solidarité, kiosques, animations, lectures publiques, témoignages et spectacles musicaux font partie des activités prévues dans la programmation de chacune de ces villes, dans un lieu public extérieur connu. Pour y participer, visitez le www.nuitdessansabri.ca ou consultez la page Facebook de l'évènement.

Pour que la solidarité mette fin à la pauvreté Six idées qui changent le monde

Répondre le souffle

Un évènement extraordinaire a lieu dimanche dernier au Gésù de Montréal : *Pour que la solidarité mette fin à la pauvreté. Six idées qui changent le monde*. Il portait bien son titre ! En effet, six idées qui ont déjà changé, qui changent et qui changeront le monde ont bel et bien été présentées. Six bonnes idées, six bonnes façons de renforcer la solidarité et de convaincre qu'éliminer la pauvreté au Québec est possible !



Re-considérer le fric, le doux et le dur

D'entrée de jeu, la chercheuse et militante bien connue Vivian Labrie a mis en lumière le processus de concentration de la richesse des dernières années. Selon elle, il est essentiel de re-visiter les idées reçues sur l'économie, histoire de décoloniser nos cerveaux, ces « territoires occupés », suivant la belle formule de la militante Lorraine Guay. Pour ce faire, la théorie sociale développée dans trois carrefours de savoirs (le premier sur les finances publiques, le second sur la couverture des besoins essentiels et le dernier, toujours en cours, sur notre rapport à la richesse et aux inégalités) s'avère des plus utiles.

Avec cette théorie, il est possible de sortir du produit intérieur brut (PIB) et de réfléchir au vivre ensemble selon d'autres concepts, comme le produit intérieur doux (PID), cette richesse non-comptabilisée, qui ne passe pas par l'argent; ou la dépense intérieure dure (DID), qui puise directement dans la vitalité et l'espérance de vie des personnes. Ainsi outillées, avec en plus des images fortes comme celle des escaliers roulants, plus intéressants et dynamiques que les échelles sociales, il devient possible collectivement de penser autrement, en vue d'agir autrement. Par exemple, l'analyse des budgets du Québec selon

(suite en page 2...)



(...suite de la page 1)

d'autres repères permet de mieux discerner leurs impacts sur la vie des gens, et donc, de voir qui ils affectent et, surtout, comment. Bref, tout un équipement de savoirs croisés pour ré-inventer du vivre ensemble meilleur pour touTEs, sans exception.

Le spectacle terminé, la lutte commence

Julian Boal, figure de proue internationale du théâtre participatif, éducatif et militant, a bien exposé comment les artistes, plus particulièrement ceux et celles du théâtre, ont lutté contre la dictature et pour la démocratie au Brésil dans les années 1960. En raison de la censure, et malgré les menaces et la torture, ils ont quitté les scènes officielles et sont allés jouer dans les usines, les écoles, les champs. C'est justement lors de la présentation d'une pièce sur la réforme agraire que son père, Augusto, et sa troupe ont été confrontés au raisonnement judicieux d'un paysan : les comédienNEs incitent le peuple à se révolter, mais ils ne sont pas prêtEs à le faire eux-mêmes. L'intention fondamentale du Théâtre de l'oppriméE est de ne jamais répéter cette même erreur.



Redonner les moyens de production théâtraux au peuple pour qu'il se raconte et brise le monopole de la scène; considérer la salle, et non la scène, comme le centre de gravité du théâtre; être une répétition du changement et de la transformation : voilà les trois principes porteurs du Théâtre de l'oppriméE. Un théâtre pensé pour poser collectivement des problèmes et y réfléchir. Un théâtre qui a gagné le monde, étant pratiqué dans plus de 50 pays. Et, surtout, un théâtre qui rappelle que plusieurs autres mondes sont possibles et que les solutions aux oppressions ne viendront pas des expertEs ou des savantEs, mais bien des oppriméEs eux-mêmes.

Ceux qui reviennent de loin

Pour Dan Bigras, artiste québécois engagé, l'écart entre les riches et les pauvres n'est pas un problème social parmi tant d'autres : c'est le principal ! Or, il est de plus en plus difficile d'apporter ce vrai débat dans l'espace public, contrôlé par ceux et celles qui veulent tout garder. Parallèlement, de plus en plus de gens se permettent de juger les autres sans les connaître, comme les personnes dans la rue.

Il apparaît alors urgent pour lui de ramener le regard sur les gens qu'on ne regarde plus. Ces gens qui ont eu moins de chance ou moins d'appui dans un système qui crée de la vraie misère et de vraies tragédies. Le système dans lequel on vit. Devant les inégalités croissantes et l'indifférence, il propose de commencer par se regarder « comme il faut » ensemble, les unEs les autres. De se regarder et de se parler, de prendre la parole, seule force pour exposer



et contrer les mensonges. Se regarder et se reconnaître, reconnaître les points communs de notre propre « démunition » avec ceux et celles qui reviennent de loin. Après cela, il devient possible, forts et fortes ensemble, de « désaccepter » progressivement l'inacceptable. Il est nécessaire de développer collectivement ce réflexe.



Choisir aujourd'hui ce que sera demain

L'écosociologue Laure Waridel a commencé sa prestation par une « simple » question : mais il va où tout cet argent que les gens et les États n'ont plus ? Une question des plus légitimes lorsqu'on constate que la richesse n'a cessé d'augmenter depuis 1960. La pauvreté n'est donc pas le résultat d'un manque de richesse, mais bien d'un manque de justice. Même chose pour la faim, alors que près du tiers de la production alimentaire mondiale est gaspillée.

Les preuves sont là : les pays les moins égalitaires ont davantage de problèmes sociaux et de santé, et ce, tant chez les plus pauvres que chez les plus riches. Voilà une autre démonstration que, peu importe notre statut, nous sommes touTEs plus liéEs les unEs les autres que nous le pensons. De là l'idée de

(suite en page 3...)

(...suite de la page 2)

multiplier les liens, autant entre l'économie, la société et l'environnement qu'entre nous, pour retrouver le vrai sens de la solidarité et remplacer la compétition par la coopération. De là aussi l'idée de multiplier les exemples qui, en s'accumulant, permettront de dépasser le point de bascule, de faire pencher la balance vers une autre histoire. Une histoire commune où le partage est vu de nouveau comme enrichissant et où les gestes en faveur d'une économie juste et solidaire sont multipliés. Un travail à faire dès aujourd'hui.

Pensons, décidons et agissons ensemble !

Le Comité AVEC du Collectif, composé de personnes en situation de pauvreté, d'intervenantes et de chercheurs, a offert une présentation fort appréciée. C'est peut-être parce que son message était on ne peut plus clair : il y a des décisions politiques qui, même si elles peuvent sembler très logiques, discriminent les personnes vivant la pauvreté. Pour contrer ces décisions, il est essentiel d'avoir accès à la pensée, à l'intelligence et à la réalité des personnes en situation de pauvreté. C'est la meilleure manière de s'assurer que les décisions politiques amélioreront réellement leurs conditions de vie, sans discrimination.

Après un survol de quelques discriminations et de leurs impacts sur les plus pauvres, les membres du comité ont montré, avec des exemples frappants, la fausseté de deux préjugés très répandus : « les pauvres ne savent rien » et « les pauvres sont paresseux et paresseuses ». Des idées, des savoirs et des actions venant de personnes en situation de pauvreté ont alors été avancés, pour montrer



que si les décisions étaient prises avec elles, ces décisions seraient sûrement plus justes et meilleures. Cette habitude de faire AVEC devrait être prise dans tous les milieux de la société. En effet, le Québec a bien besoin de l'éclairage de toutes pour qu'aucune réalité ne reste dans le noir.

Déclarer illégale la pauvreté

Le politologue, économiste et figure emblématique de l'altermondialisme, Riccardo Petrella, a commencé son intervention en insistant sur le fait que les pauvres sont en réalité des appauvrisés et que la pauvreté est le résultat d'un processus d'appauvrissement. Par la suite, il a enchaîné sur ce qu'il nomme les fabriques de l'appauvrissement. Parmi elles, il y a celle de l'inévitabilité de la pauvreté : « il y en a toujours eu et il y en aura toujours ». Elle a comme effet « d'individualiser » la pauvreté dans nos têtes : ce serait de la faute des

personnes si elles sont pauvres, tout comme ce serait le mérite des personnes riches d'avoir fait des efforts pour le devenir. Après avoir expliqué trois autres fabriques de l'appauvrissement (inégalité, injustice et exclusion, prédation de la vie), il a poursuivi sur la nécessité de mener une campagne visant à déclarer illégale la pauvreté. Une telle campagne, déjà lancée en Italie, vise spécifiquement à rendre illégales des lois, des institutions et des pratiques sociales et collectives qui attaquent la démocratie, nuisent à la justice sociale et économique et entravent la citoyenneté. Il a terminé en invitant les mouvements sociaux du Québec à s'approprier cette campagne.

Répondre le souffle

L'évènement du 14 octobre visait à marquer deux débuts : celui de la Semaine gouvernementale de la solidarité et celui de la fin de la pauvreté au Québec.

Concernant le premier, le message passé au gouvernement et à l'Assemblée nationale est clair et percutant : il y a des personnes et des organisations prêtes à changer le monde, prêtes à changer les mentalités, prêtes à oser pour faire avancer le Québec. Le chemin d'une plus grande solidarité et d'une plus grande égalité est en train de se construire.

Concernant le deuxième, qui est un nouveau début de la fin de la pauvreté au Québec, le message est tout aussi clair : en cette période de bouillonnement politique et social, il est difficile d'être plus convaincuEs que les droits humains doivent être respectés, que la pauvreté est une décision politique et qu'il est possible de l'éliminer. Comptez sur le Collectif et ses alliés pour répandre ce souffle.



Dès la semaine prochaine, les six présentations de l'évènement du 14 octobre, ainsi qu'une animation sur les inégalités et la solidarité par Robin Couture, porte-parole du Collectif, seront disponibles en format vidéo. Écoutez-les et diffusez-les ! De plus, des photos de l'évènement seront aussi disponibles.

**Photos : Geneviève King-Ruel/
Collectif pour un Québec sans pauvreté**

Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

De la solidarité et une déclaration commune

Ce 17 octobre, le Collectif a tenu une conférence de presse au Centre Saint-Pierre (Montréal), afin de dénoncer le fait qu'au Québec, 750 000 personnes n'ont pas un revenu suffisant pour combler les besoins de base reconnus. Il a d'autre part invité le gouvernement et la population à faire du Québec une société égalitaire, sans pauvreté ni préjugés. Il en a profité aussi pour interpeler la nouvelle ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Madame Agnès Maltais.

Pour l'occasion, les deux porte-parole du Collectif étaient accompagnés par les présidentes de quatre mouvements sociaux venus afficher leur solidarité et réitérer leur engagement à éliminer la pauvreté (voir la photo ci-bas). Parallèlement à la conférence de presse, un communiqué a été publié : il est disponible à la page suivante.

Par ailleurs, toujours dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, le Collectif a produit la déclaration *Pour que le 17 octobre 2012 fasse histoire*. Pensée comme un geste commun et accompagnée d'une série de « bulles » avec des paroles de personnes en situation de pauvreté, elle a été lue dans plusieurs régions,

au cours d'activités. Ce fut notamment le cas à Québec, lors du rassemblement organisé par le Collectif de lutte et d'action contre la pauvreté de la région de Québec (CLAP-03), le Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC 03-12) et la Coalition régionale de la Marche mondiale des femmes (voir la photo ci-contre). La déclaration et les bulles sont disponibles sur le site du Collectif, au www.pauvrete.qc.ca/?Pour-que-le-17-octobre-2012-fasse. La déclaration peut être reprise et adaptée, par exemple lors de la 23^e Nuit des sans-abri de demain. 🌱

C'est payant pour
qui de maintenir
les gens dans
la pauvreté?



Photo : RÉPAC 03-12



Photo : FAFMRQ

De gauche à droite : Alexa Conradi, présidente de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), Michèle Audette, présidente de l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC), Joan Tremblay, présidente du Collectif et personne en situation de pauvreté, Serge Petitclerc, porte-parole du Collectif, Régine Laurent, présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) et Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

Pour que le 17 octobre 2012 fasse histoire

MONTREAL, le 17 octobre 2012 — En cette Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, le Collectif pour un Québec sans pauvreté invite le gouvernement et toute la société québécoise à écrire une nouvelle page de son histoire, pour faire du Québec une société égalitaire, sans pauvreté ni préjugés.

Pour Joan Tremblay, présidente du Collectif et personne en situation de pauvreté, le 17 octobre 2012 n'est pas une journée ordinaire. « Il pourrait être la première journée d'une nouvelle histoire, où la solidarité serait source de fierté. Mais il reste beaucoup à faire! » D'autres mouvements sociaux profitent justement de cette occasion pour afficher leur solidarité et réitérer leur engagement à éliminer la pauvreté.

Pour Michèle Audette, présidente de l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC), « il est triste de constater que les femmes autochtones de ce territoire soient encore les plus touchées par l'extrême pauvreté, la violence et la discrimination systémique. Nous avons une force, une volonté et une détermination incroyables pour nous sortir de ce cercle vicieux! Nous avons les solutions à ce mal de vivre, alors j'invite le gouvernement Marois, le gouvernement fédéral et la société civile à collaborer avec nous! Ne fermez pas les yeux sur cette crise nationale! »

Alexa Conradi, présidente de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), considère que « d'un point de vue féministe, la solidarité, ça signifie s'assurer que les femmes n'arrivent pas à la retraite avec 66 % des revenus des hommes. Les femmes sont pénalisées du fait qu'elles assument des tâches gratuites pour la famille et la communauté et parce qu'elles subissent, de surcroît, de la discrimination dans le domaine du travail [précarité, salaire, reconnaissance des compétences, embauche et avancement]. Cela a un impact tout au long de leur vie et lors de la retraite ».

Pour sa part, Régine Laurent, présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), constate qu'« il existe un lien étroit entre la santé et la pauvreté. Il est vrai que la pauvreté peut résulter de conditions défavorables, comme un mauvais état de santé, mais elle engendre également un cercle vicieux puisqu'elle restreint l'accès à de nombreuses ressources. En ce sens, il est primordial d'agir en amont, en adoptant une approche préventive. En éradiquant la pauvreté, on cherche à sortir une partie de la population d'une situation précaire et à la rendre moins vulnérable face à la maladie. Nous devons, en tant que société, avoir le courage de nos convictions et nous attaquer dès maintenant à ce fléau. Ainsi, nous travaillons ensemble à améliorer l'état de santé de la population et, par le fait même, celui de notre réseau public de santé! »

Par ailleurs, selon Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) « les étudiants, qui doivent composer avec des horaires difficiles de conciliation travail-études-famille, vivent souvent sous le seuil de la pauvreté. Ils doivent composer avec des emplois atypiques, au salaire minimum, qui les forcent à faire des choix difficiles entre la poursuite des études ou la survie financière. Et après, on ira leur dire que c'est à eux de faire leur juste part! »

En cette journée où des milliers de personnes se mobilisent un peu partout au Québec, il faut également rappeler que des dizaines de milliers de personnes travaillent ou s'impliquent au quotidien dans les groupes communautaires, les hôpitaux, les soupes populaires, les groupes d'entraide, etc. Un travail colossal empreint de générosité et de solidarité.

« La solidarité au Québec est manifeste. Notre engagement dans la lutte contre les effets de la pauvreté nous fait toutefois oublier que les véritables solutions sont politiques. Et donc, que l'élimination de la pauvreté reste essentiellement une question de choix. Le Québec est mûr pour des transformations profondes. Il est fin prêt pour une histoire de justice et d'égalité. Pour une histoire de fierté, de solidarité et d'engagement », d'affirmer Serge Petitclerc, porte-parole du Collectif.

Le Collectif profite de cette journée pour interpeller la nouvelle ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Madame Agnès Maltais. « Le Collectif l'invite à faire preuve d'audace, pour faire en sorte que des mesures structurantes visant à réduire les inégalités, à lutter contre les préjugés et à éliminer la pauvreté soient mises en place prochainement », d'ajouter M. Petitclerc.

Les dernières années ont montré que les préjugés constituent le principal obstacle dans la recherche d'un consensus social fort pour mettre fin à la pauvreté. « Près de dix ans après l'adoption de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, il est grand temps qu'un large débat public ait lieu », de conclure M. Petitclerc.

La publication de *La Soupe au caillou* est rendue possible grâce à la contribution financière du Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO)



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca